

La République du Centre, 29 septembre 2014



Les réactions des trois sénateurs du département

Le basculement à droite change la donne pour les trois sénateurs du Loiret élus en 2011 pour six ans.

1 **Éric Doligé (UMP).** « Je vais beaucoup m'impliquer dans un certain nombre de dossiers, réfléchir pour constituer des lignes politiques claires. J'espère peser dans les organes politiques du côté de la présidence », explique celui qui soutient Gérard Larcher (« Le Sénat est dans son ADN »). Il insiste sur la nécessité de « faire revivre le Sénat et de redorer son image, car il a totalement disparu des écrans ». Sa crainte ? Que la gauche ait la tentation de supprimer l'institution. Quant aux résultats, il parle « d'agréable surprise sur l'écart en sièges (...) Les élus ruraux sont fous furieux contre ce gouvernement ».

« Créative »
2 **Jean-Noël Cardoux (UMP).** Le secrétaire de la commission des affaires sociales au Sénat entend le rester. Il ne serait pas hostile au fait de devenir rapporteur général du budget de la Sécurité sociale et d'obtenir la présidence du groupe chasse. La droite devenue majoritaire (« avec une victoire plus large que prévue »), le sénateur indique : « Il faut passer de l'opposition destructrice (on a fait tomber, avec le PCF, beau-

coup de textes) à l'opposition créative. Il va falloir intelligemment se parler avec certains de la majorité présidentielle. C'est la seule chance de rendre une crédibilité au Sénat et d'infléchir des textes ».

3 **Jean-Pierre Sueur (PS).** L'Orléanais ne sera bientôt plus président de la commission des lois. Dans la coulisse, son nom est cité à la commission pour le contrôle des lois, voire à la présidence du groupe socialiste. « C'est faux, assure-t-il. Je ne suis pas préoccupé par un poste. Je peux être utile en tant que sénateur. Ce n'est pas demain que l'on ne m'entendra plus ! »

Il commente les résultats : « Ce n'est pas la vague bleue. C'est une défaite de la gauche dans des proportions contenues. » Il faut en tirer les leçons : « Ce qui a pesé, ce sont des erreurs dans les annonces sur la décentralisation et les collectivités locales. » Trop d'incertitudes. « J'étais partisan, en 2012, d'annoncer une ligne claire pendant 5 ans. Cela n'a pas été fait ».

Et de réclamer des régions fortes sur l'économie et l'emploi, des intercommunalités élargies mais avec des adaptations dans les zones rurales. Il se positionne pour « une disparition progressive » et non brutale des départements. ■